

Conseil métropolitain du 30 janvier 2025

Délibération

PSDA/DAUH/SPEU

Rapporteur : Mme Besserve L.

C 2025-014 - Aménagement du territoire - PLUi - Mise en compatibilité n°1 - St-Grégoire - Suppression du passage à niveau n°4 - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

La séance est ouverte à 18h37.

Présents : Mme Andro R., Mme Appéré N. Présidente, Mme Armand R., Mme Béchet A., Mme Bentz-Fontanel N., Mme Besserve L., M. Boucher N., Mme Brière L., M. Caillard M., M. Careil B., Mme Casacuberta-Palmada M., M. Chapellon D., Mme Chevalier M., M. Chevance C., M. Chouan A., M. Compagnon C., M. Cressard A., M. Crocq A., M. Daucé H., Mme David C., M. Dehaese O., M. Demolder M., M. Desmots X., Mme Ducamin M., M. Du Mottay E., Mme Faucheux V., Mme Frisque C., Mme Galic S., Mme Gasté C., Mme Gautier N., M. Goater J., Mme Gobaille F., M. Godefroy F., M. Guéret S., M. Guillotin D., M. Hamon L., M. Hervé M., M. Hervé P., M. Houssin R., M. Huaumé Y., Mme Id Ahmed Z., M. Jeanvrain M., M. Kermarrec A., Mme Koch L., M. Le Bihan T., M. Le Bougeant D., Mme Le Gall J., M. Le Gentil M., M. Lefeuvre G., M. Legagneur J., Mme Lenormand M., Mme Letourneux G., Mme Louapre F., Mme Madiot M., Mme Marie A., M. Monnier J., M. Morel C., M. Morvan F., M. Nadesan Y., Mme Parmentier M., Mme Pellerin I., Mme Pétard-Voisin C., M. Pinchard J., M. Pollet M., M. Prizé L., Mme Quemener A., M. Rouault J., Mme Rougier G., M. Roullé P., Mme Rousset E., M. Ruello J., M. Salmon P., M. Savignac J., Mme Schoumacker E., M. Sicot P., M. Simon L., M. Stephan A., M. Thébault P., M. Theurier M., M. Travers D., M. Yvanoff D..

Ont donné procuration : Mme Affilé G. à Mme Andro R., M. Bettal K. à M. Rouault J., Mme Binard V. à Mme Brière L., M. Bonnin P. à Mme Bentz-Fontanel N., Mme Bouchonnet I. à M. Nadesan Y., Mme Boukhenoufa F. à Mme Pellerin I., M. Cochaud Y. à M. Savignac J., Mme Deniaud M. à M. Hamon L., M. Depouez H. à Mme Le Gall J., M. Fouillère C. à Mme Letourneux G., Mme Gandon C. à M. Cressard A., Mme Jehanno A. à M. Compagnon C., M. Lesné B. à Mme Pétard-Voisin C., Mme Maheo A. à M. Lefeuvre G., Mme Papillion C. à Mme Koch L., M. Pinault P. à M. Yvanoff D., M. Prigent A. à M. Le Bihan T., M. Puil H. à Mme Besserve L., Mme Remoissenet L. à M. Du Mottay E., Mme Roux C. à M. Dehaese O., M. Sémeril S. à M. Thébault P., Mme Tonon S. à M. Travers D., Mme Vincent S. à Mme Schoumacker E., Mme Zamord P. à Mme Frisque C., M. Lahais T. à M. Morel C..

Absents/Excusés : Mme du Plessis d'Argentré L., M. Esneault A., M. Labbé S., Mme Leboeuf V., Mme Leromain C., Mme Pronier V..

Le quorum s'élève à 57 et est atteint.

M. Dehaese O. est nommé secrétaire de séance.

Le Conseil constate que les dispositions législatives concernant la convocation en date du 24 janvier 2025 et la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à décision ont bien été remplies et le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2024 est lu et arrêté.

La séance est levée à 23h38.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 5211-57 ;
Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 122-1 et suivants et R. 122-1 et suivants régissant la procédure d'évaluation environnementale, les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants régissant la procédure d'enquête publique relative aux projets, plans et programmes ayant une incidence sur l'environnement, ainsi que les articles L. 126-1 et suivants et R. 126-1 et suivants relatifs à la déclaration de projet ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-54 à L. 153-59 ;
Vu la délibération n° C 19.172 du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal et ses évolutions ultérieures ;
Vu la délibération n° C 19.093 du 27 juin 2019 approuvant le programme de l'opération de suppression de passage à niveau n° 4 de Saint-Grégoire ;
Vu la convention de maîtrise d'ouvrage unique relative aux études d'avant-projet et de projet et aux travaux de suppression du passage à niveau n° 4 (PN 4) de Saint-Grégoire signée le 4 décembre et le 18 décembre 2020 ;
Vu la décision de l'Autorité environnementale en date du 11 mars 2022 soumettant à évaluation environnementale le projet de suppression du passage à niveau n° 4 sur la commune de Saint-Grégoire ;
Vu l'avis de l'Autorité environnementale en date du 21 septembre 2023 sur le dossier de demande d'autorisation environnementale du projet de suppression du passage à niveau n° 4 sur la commune de Saint-Grégoire ;
Vu la décision n° B 2024-242 du 4 juillet 2024 approuvant le bilan de la concertation préalable du public relative à la mise en compatibilité n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;
Vu le courrier d'information de la Mission régionale d'autorité environnementale du 9 octobre 2024 indiquant qu'elle n'a pas émis d'avis dans le délai requis sur l'évaluation environnementale relative à la mise en compatibilité du PLUi ;
Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2024 portant ouverture d'une enquête publique unique préalable à la délivrance d'une autorisation environnementale, à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Rennes Métropole et à la suppression du passage à niveau n° 4 sur la commune de Saint-Grégoire ;
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Saint-Grégoire en date du 5 décembre 2024 sur la demande d'autorisation environnementale relative au projet de suppression du passage à niveau n° 4 ;
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de la commune de Saint-Grégoire en date du 23 janvier 2025 sur le projet de la présente délibération de Rennes Métropole ;
Vu le rapport, avis et conclusions du commissaire-enquêteur ;
Vu le dossier de mise en compatibilité du PLUi ci-joint ;
Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale du projet de suppression du passage à niveau n° 4 sur la commune de Saint-Grégoire et notamment son étude d'impact.

EXPOSÉ

La présente délibération a pour objet d'approuver la déclaration de projet relative à la demande d'autorisation environnementale du projet de suppression du passage à niveau n° 4 de la ligne ferroviaire reliant Rennes à Saint-Malo, situé sur la commune de Saint-

Grégoire. Cette approbation emporte mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur la commune de Saint-Grégoire, en lien avec la suppression de ce passage à niveau n° 4.

Cette opération a été soumise à enquête publique unique, du 30 octobre au 29 novembre 2024, sur le triple objet suivant :

- La suppression administrative du passage à niveau n° 4,
- Une demande d'autorisation environnementale au titre de la "loi sur l'eau" pour le projet de nouvelle desserte des différents modes de circulation,
- La mise en compatibilité du PLUi avec le projet.

1. Description du projet de suppression du passage à niveau n° 4

Le passage à niveau n° 4 (PN4) de la ligne ferroviaire n° 441000 reliant Rennes à Saint-Malo se situe à l'intersection de la voie ferrée et de l'avenue de la Libération sur le territoire de la commune de Saint-Grégoire, au lieu-dit "Maison-Blanche".

Le PN4 présente une accidentalité élevée (une quinzaine d'accidents dans les dix dernières années) justifiant son inscription sur la liste du programme de sécurisation national des passages à niveaux au mois de novembre 2012.

À l'échelle du département d'Ille-et-Vilaine, le PN4 est le seul passage à niveau actuellement inscrit au programme de sécurisation national.

La mise en place d'une signalisation renforcée s'est avérée insuffisante, compte tenu de la densité de circulation sur l'avenue de la Libération, empruntée par plusieurs lignes de bus métropolitaines, et des lignes régionales de transport scolaire et interurbaines.

En novembre 2015, un accident concernant un bus engagé sur le passage à niveau a été évité de justesse.

La suppression du passage à niveau est donc nécessaire pour améliorer la sécurité de la circulation routière et ferroviaire.

Rennes Métropole, en partenariat avec SNCF Réseau, a lancé une étude, ayant pour vocation de stabiliser un scénario d'aménagement consensuel permettant la suppression du passage à niveau par création d'un pont-rail et d'un pont-route permettant le rétablissement des circulations routières, cyclables et piétonnes.

Dans ce cadre, la maîtrise d'ouvrage a été partagée entre SNCF Réseau (génie civil et voies ferrées) et Rennes Métropole (espaces publics).

Le projet de suppression du passage à niveau résultant de ces études consiste à retrouver une desserte des différents modes de circulation (routier, vélo et piétons) par la réalisation d'un ouvrage à l'est du passage à niveau actuel.

Ce nouvel ouvrage se caractérise par un passage sous un pont-rail supportant les voies ferrées et un pont-route supportant les circulations routières et modes doux, via des trémies d'accès situées au nord et au sud des voies de circulation routières et ferrées. Le raccordement à la route de Thorigné est assuré par un carrefour en T et le pont-route.

Les aménagements cyclables réalisés sur le périmètre du projet font partie du projet Réseau Express Vélo (REV) n° 6A reliant Rennes à Betton conformément au Schéma Directeur Vélo Métropolitain et visent à relier Rennes aux communes de la première couronne par des infrastructures destinées aux mobilités douces pour des trajets rapides quotidiens.

Les itinéraires piétons, personnes à mobilité réduite et cycles, ainsi que des aménagements

paysagers, sont intégrés au projet.

Le programme sera réalisé comme suit :

- Création d'un pont-rail et d'un pont-route contigus permettant le passage sous la voie ferrée ;
- Mise en place d'un cuvelage sur les parties d'aménagement situées sous le plus haut niveau de la nappe afin de gérer la présence d'eau souterraine ;
- Mise en œuvre des dispositifs nécessaires à la gestion des eaux pluviales de surface (collecte, stockage et régulation du rejet) ;
- Création des aménagements de voirie et des aménagements paysagers ;
- Mise en œuvre des mesures de compensation rendues nécessaires par l'impact du projet sur l'environnement ;
- Suppression du passage à niveau n° 4 à l'issue de la création du pont-rail (fermeture par mise en place de clôture et d'aménagement empêchant son franchissement pour tous les modes).

2. Prise en considération des impacts du projet et de la mise en compatibilité du PLUi

L'analyse des incidences du projet a porté à la fois sur le projet et sur le PLUi. Ont ainsi été réalisés :

- une étude d'impact du projet dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale ;
 - une évaluation environnementale des incidences des évolutions du PLUi dans le cadre du dossier de mise en compatibilité.
- Étude d'impact du projet soumis à demande d'autorisation environnementale :

Dans le cadre de son étude d'impact, des solutions de substitution raisonnables ont été travaillées afin de proposer le scénario le plus favorable à la prise en compte des différents enjeux environnementaux. L'étude d'impact réalisée a permis d'évaluer de manière poussée les conséquences du projet retenu sur l'environnement en particulier sur la biodiversité, les milieux aquatiques, la qualité de l'air, l'environnement acoustique et le trafic routier. Une fois ces éléments évalués, des réponses ont été formulées suivant la méthodologie "éviter, réduire, compenser".

Les études ont porté à l'origine sur quatre scénarios :

- le scénario 0 : maintien en l'état du passage à niveau ;
- le scénario 1 : fermeture du passage à niveau avec réalisation d'une trémie sous la voie ferrée pour rétablir uniquement les circulations douces
- le scénario 2 : fermeture du passage à niveau avec réalisation d'un pont-rail à gabarit routier normal (hauteur libre de 4,3 m) sous la voie ferrée pour rétablir l'ensemble des circulations ;
- le scénario 3 : fermeture du passage à niveau, réalisation d'un pont-route sur la voie ferrée pour rétablir les liaisons routières et contournement routier de Maison-Blanche, réalisation d'une trémie sous la voie ferrée au droit du passage à niveau pour rétablir les circulations douces. Trois variantes A, B et C de contournement étaient

envisagées (un contournement par le Nord et l'Ouest et deux contournements par l'Est).

Au total, six scénarios ont donc été étudiés lors des études préliminaires (0, 1, 2 et 3A, B et C).

À l'issue de la première phase d'études, la variante 3A a été initialement envisagée car elle avait obtenu le meilleur score dans le cadre de l'analyse multicritères, menée lors des études préliminaires sur les critères suivants : incidences sur le milieu physique, incidences sur le milieu naturel, incidences sur le paysage et le patrimoine, incidences sur le milieu humain, incidences sur le cadre de vie, incidences sur les déplacements, incidences sur la sécurité des déplacements, caractéristiques techniques.

Toutefois, le scénario 3A présentait initialement une trémie permettant le passage des modes doux sous le passage à niveau actuel ainsi qu'un pont de franchissement à l'Ouest pour permettre la traversée des voies par les véhicules motorisés. Le coût important de cette partie de l'opération rapporté à son usage et sa complexité technique, notamment en phase travaux, a conduit à son abandon ; les cheminements modes doux, piétons et cycles, auraient alors dû être intégrés au franchissement routier Ouest de la voie ferrée, soit largement éloignés du franchissement actuel au niveau du passage à niveau n° 4.

Or, sans la trémie mode doux, le quartier de Maison-Blanche se serait trouvé coupé en deux, la liaison directe vers le canal pour les habitants de Maison-Blanche ne serait plus possible. Le maintien de l'accès au canal est très important d'un point de vue social et fait partie intégrante du cadre de vie des habitants de Maison-Blanche.

Un quatrième scénario a donc été envisagé comprenant :

- la suppression du passage à niveau n° 4 proprement dite ;
- la réalisation d'une nouvelle voie franchissant la voie ferrée par un passage inférieur (pont-rail), la voie nouvelle ayant pour extrémité Nord la Voie de la Liberté au Nord de Maison-Blanche et pour extrémité l'Avenue de la Libération au droit du passage à niveau actuel ;
- la création de nouveaux cheminements doux s'appuyant sur la voirie nouvelle notamment le nouveau pont-rail.

Le scénario alternatif 4 a été retenu par rapport au scénario 3-A pour plusieurs arguments d'un point de vue environnemental, malgré son coût plus important (le scénario 3A présentait un coût prévisionnel provisoire de réalisation de 7,6 M€ TTC et le scénario 4 à 11,7 M€ TTC) :

- l'incidence foncière du scénario 3-A est très importante, impactant de nombreuses parcelles agricoles avec des compensations financières importantes à mettre en œuvre ;
- les imperméabilisations sont également plus importantes car le linéaire de voirie à créer dans le cadre du scénario 3-A est plus conséquent, impliquant plus de gestion d'eaux pluviales et de ruissellement ;
- le scénario 3 engendre la destruction d'environ 3 ha d'espaces naturels contre 1,37 ha pour la variante retenue. Des arbres d'alignements nécessitent d'être détruits dans le scénario 3A ;
- les déplacements sont sécurisés et maintenus au sein de Maison-Blanche, maintenant en plus la liaison entre les habitations de part et d'autre des voies ferrées ainsi que l'accès au canal. Le scénario 4 permet une sécurité et un temps de parcours réduit qui s'élève à 250 mètres depuis le passage à niveau existant (contre

1 000 mètres pour le scénario 3A) et présente une meilleure accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Le projet a été conçu de manière à privilégier autant que possible les mesures d'évitement et de réduction. La compensation des impacts résiduels mise en place concerne les zones humides, le cours d'eau et les arbres impactés.

L'ouvrage à réaliser a des incidences sur deux espaces protégés au PLUi : l'une porte sur la réduction sur près de 50 % du linéaire d'une haie protégée au titre des espaces d'intérêt paysager et/ou écologique et l'autre sur la réduction d'une zone humide (2 880 m² à supprimer sur les 3 445 m² de cette zone humide).

De ce fait, afin de mettre en œuvre ce projet, la métropole a engagé une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi en application de l'article L. 153-54 du Code de l'Urbanisme.

À réception de l'avis de l'autorité environnementale, la plus grande partie des recommandations formulées a été intégrée au projet afin d'aboutir à un dossier amélioré.

L'ensemble des engagements des maîtres d'ouvrage est résumé en annexe 1.

➤ Évaluation environnementale des incidences de la mise en compatibilité du PLUi :

Considérant que dans le cadre de son étude d'impact, le projet retenu correspond au scénario le plus favorable à la prise en compte des différents enjeux environnementaux, la mise en compatibilité du PLUi par déclaration de projet n'a pas remis en cause les choix opérés dans le cadre du projet et a traduit les mesures d'évitement, de réduction et de compensation en lien avec le scénario retenu.

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi n'était pas soumise à évaluation environnementale systématique. Cependant, au vu des enjeux environnementaux et de l'étude d'impact, Rennes Métropole a décidé de réaliser directement une évaluation environnementale sans passer par un examen au cas par cas.

L'évaluation environnementale de cette procédure d'évolution du PLUi se concentre sur les incidences potentielles sur l'environnement des modifications envisagées et la façon de limiter ces incidences grâce aux outils d'urbanisme mobilisables dans le cadre d'un PLUi. Les modifications envisagées portent sur la suppression de prescriptions graphiques pour des motifs de protections écologiques (haies et zones humides) sans toucher aux zones du PLUi ainsi que sur l'intégration de prescriptions graphiques afin d'intégrer les mesures de compensation sur site.

3. Avis des Autorités environnementales, des collectivités et des personnes publiques associées

Des avis distincts ont été émis selon les procédures engagées.

➤ Les avis émis dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale :

Dans son avis du 21 septembre 2023, l'autorité environnementale nationale (IGEDD) a indiqué les principales insuffisances suivantes sur le projet :

- Une connaissance des enjeux de trafic routier insuffisante (impact de la zone d'aménagement concerté (ZAC) multi sites programmée sur la commune de Saint-

Grégoire, horizon d'étude insuffisant 2025) qui conduit à sous-estimer plusieurs impacts, notamment le bruit et les émissions de polluants de l'air et de gaz à effet de serre ;

- Une connaissance de la nuisance sonore du projet insuffisante sur plusieurs bâtiments situés au ras de la nouvelle route, à améliorer afin de mieux justifier l'absence de mesures de protection contre le bruit ;
- Des mesures en faveur des milieux naturels à améliorer. L'autorité environnementale recommande de poursuivre la recherche d'un site propice à la compensation des impacts sur le cours d'eau et les zones humides impactés.
- Une absence de demande de dérogation "espèces protégées" à mieux justifier.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale a été complété selon les recommandations de l'autorité environnementale avant d'être présenté en enquête publique.

Les effets cumulés de l'opération de suppression du PN4 avec la ZAC Saint-Grégoire ont bien été analysés dans l'étude d'impact. Bien qu'il n'existe pas de lien fonctionnel entre la suppression du PN4 et le projet de ZAC Saint-Grégoire, les études de trafic ont été complétées à la suite de l'avis de l'autorité environnementale, pour tenir compte de la création d'un franchissement sur le canal d'Ille-et-Rance en lien avec l'aménagement du secteur dit du "Bout du Monde" dans le cadre de la ZAC. L'étude de trafic actualisée confirme que quels que soient les scénarios modélisés, les trafics TV (voitures + poids lourds) restent stables à proximité du PN4 par rapport à la situation de référence 2021. Ainsi, en prenant en compte la réalisation de la ZAC Saint-Grégoire et la suppression du PN4, il n'y a pas d'impact significatif sur le trafic avec la réalisation du pont traversant le canal.

Dans le cadre du projet de suppression du PN4, le bureau d'études ACOUSTB a réalisé un complément d'étude d'impact acoustique en avril 2024 sur la base du complément d'étude de trafic, pour tenir compte de l'avis de l'autorité environnementale. Au regard des niveaux sonores induits, il a été établi qu'une protection acoustique devait être mise en place en façade Nord-Ouest des résidences au Sud-Ouest du projet (avenue de la Libération sud) avec un objectif d'isolement acoustique réglementaire à atteindre pour les façades concernées par l'étude de $DnT_{A,tr} \geq 30$ dB. Des mesures ont été réalisées in situ à l'intérieur desdits immeubles afin de mesurer l'isolement des façades existantes. Les résultats sont compris entre 32 et 41 dB (suivant le volume de la pièce réceptionnée, la surface totale de menuiseries, la présence d'entrée d'air et de coffre de volet roulant, etc.) et donc conformes aux objectifs fixés dans l'étude d'impact de projet de suppression du PN4 de Saint-Grégoire. Aucun renforcement de l'isolation acoustique de façade n'est donc nécessaire. Il n'y a pas de bâtiments sensibles recensés dans le périmètre d'étude, autres que les bâtiments de logements les plus proches du projet.

La suppression du PN4 n'ouvre pas de nouvelles possibilités d'urbanisations, il n'y a donc pas d'accentuation de l'urbanisation attendue à la suite de sa suppression.

S'agissant des mesures en faveur des milieux naturels, des mesures d'accompagnement supplémentaires sur les sites des Louvries et de Bellevue (Étang du Pontay) ont été ajoutées au dossier à la suite de l'avis de l'Autorité Environnementale IGEDD du 21 septembre 2023 incitant le maître d'ouvrage à poursuivre les recherches de compensation des impacts sur la zone humide et le cours d'eau. Rennes Métropole a maintenu la compensation sur site de ses impacts mais a souhaité proposer des mesures d'accompagnement sur ces deux sites mentionnés, plus éloignés des impacts des travaux envisagés. Ces interventions doivent encore faire l'objet d'études et l'avis de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE sera sollicité une fois que ces caractéristiques auront été plus finement définies.

La présence de la nappe affleurante au droit du projet implique la nécessité de réaliser les

travaux hors d'eau. Des pompages d'eaux d'exhaure temporaires seront effectués afin de rabattre la nappe.

Les pompages sont effectués par un système de pointes filtrantes. Des prélèvements auront lieu sur une période temporaire de 18 mois (phase travaux). Les prélèvements d'eaux souterraines ne seront pas de nature à modifier les écoulements souterrains en place.

Le périmètre opérationnel de projet n'est pas situé dans la "zone PPRI" ni dans le secteur concerné par une "zone inondable hors PPRI" tel que défini dans le PLUi de Rennes Métropole.

En application de l'article R. 181-38 du Code de l'Environnement, la commune de Saint-Grégoire a donné un avis favorable à la demande d'autorisation environnementale du projet de suppression du passage à niveau n° 4 par délibération du 5 décembre 2024.

- Les avis émis dans le cadre de la mise en compatibilité du PLUi :

L'autorité environnementale régionale (MRAe Bretagne), saisie le 8 juillet 2024, n'a pas émis d'observation dans le délai requis sur l'évaluation environnementale relative à la mise en compatibilité du PLUi.

Une réunion d'examen conjoint s'est tenue avec les personnes publiques associées le 20 septembre 2024, en présence de représentants du Syndicat Mixte du SCoT du Pays de Rennes et de la Chambre d'Agriculture qui ont formulé un avis favorable. Des avis favorables de la Préfecture et de la SNCF ont par ailleurs été reçus par courrier. Les autres personnes publiques associées n'ont pas rendu d'avis.

4. Résultat de la consultation du public

La consultation du public s'est opérée en trois phases distinctes :

- Une phase de concertation préalable sur le projet de suppression du passage à niveau n° 4 en 2021 et 2022 ;
 - Une phase de concertation préalable sur la mise en compatibilité du PLUi en mai 2024 ;
 - Une enquête publique unique portant à la fois sur la demande d'autorisation environnementale du projet de suppression du passage à niveau n° 4, et sur la mise en compatibilité du PLUi qui en découle, en lien avec la suppression de ce passage à niveau n° 4.
- Concertation préalable sur le projet de suppression du passage à niveau n°4 en 2021 et 2022

La phase de concertation préalable du public relative au projet de suppression du passage à niveau n° 4 s'est déroulée de novembre 2021 à avril 2022. Dix-huit observations ont été recueillies. Elles portaient principalement sur l'impact du projet sur l'environnement, l'aménagement des voies, en particulier cyclables, le type de carrefour retenu, les nuisances acoustiques et visuelles ainsi que les conditions de circulation durant la durée du chantier. Des réponses circonstanciées ont été apportées et le bilan de la concertation a été adopté par décision du Bureau métropolitain du 16 juin 2022.

Cette concertation a permis d'améliorer le projet en proposant d'optimiser l'accès des cyclistes au canal de l'Ille. Elle a également permis de valider le choix d'un carrefour en T

entre la nouvelle voie créée et la route de Thorigné.

- Concertation préalable sur la mise en compatibilité du PLUi au printemps 2024

Conformément aux articles L. 103-2 et L. 103-3 du Code de l'Urbanisme, Rennes Métropole a engagé une concertation préalable du public qui s'est déroulée du 13 mai 2024 au 31 mai 2024 inclus. Les contributions reçues ont davantage porté sur les impacts du projet de suppression du passage à niveau pour les riverains en phase chantier, sur les espèces protégées au titre de l'environnement, sur les compensations hors site de projet et sur les pistes cyclables. Aucune remarque n'a explicitement porté sur la mise en compatibilité du PLUi.

Par décision du 4 juillet 2024, le Bureau métropolitain a arrêté le bilan de cette concertation préalable du public.

- Enquête publique unique

Une enquête publique unique organisée par le Préfet portant sur la délivrance d'une autorisation environnementale pour le projet de suppression du passage à niveau, sur la mise en compatibilité du PLUi et sur la suppression du passage à niveau n° 4 s'est tenue du 30 octobre 2024 au 29 novembre 2024.

Le commissaire-enquêteur conclut dans son rapport que :

- le public a été régulièrement invité à consulter le dossier d'enquête unique et à formuler ses observations,
- la publicité réglementaire de cette enquête par voie de presse a été effectuée conformément aux prescriptions réglementaires ; il en a été de même pour l'affichage de l'avis d'enquête informant le public,
- l'enquête et les permanences se sont déroulées normalement.

Aucune observation n'a été formulée sur le registre papier mis à disposition du public en mairie de Saint-Grégoire. Sur le registre dématérialisé, deux contributions ont été déposées. Elles ne remettent en cause ni le projet de suppression du passage à niveau, ni la mise en compatibilité du PLUi qui en découle.

L'une d'elle concerne les avis de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Vilaine et du conseil métropolitain de la biodiversité et de l'eau sur le dossier d'autorisation environnementale et demande si, dans le cadre des mesures d'accompagnement hors site, des protections de haies bocagères existantes en milieu urbain sur la zone de Bellevue et du Moulin d'Olivet en continuité du milieu naturel d'intérêt écologique (MNIE) du Pontay et de la zone de compensation pourront être intégrées au PLUi lorsqu'elles seront définies précisément.

L'autre contribution porte sur les mesures de sécurité en phase chantier et sur les dispositions constructives du projet.

À l'issue de l'enquête publique unique, le commissaire-enquêteur a adressé au Préfet d'Ille-et-Vilaine son rapport et ses conclusions.

Concernant le projet soumis à autorisation environnementale, il considère que :

- la suppression du PN4 par un franchissement dénivelé de la voie ferrée associé à la réorganisation des flux routiers, cyclables et piétons, a pour objectif de remédier à sa dangerosité constatée pour l'écoulement du trafic ferroviaire et routier ;

- la solution retenue s'est avérée la moins impactante au niveau des études préliminaires ;
- le projet de suppression du PN4 est compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE Vilaine, le SRADDET Bretagne, et le SCoT du Pays de Rennes ;
- le projet de suppression du PN4 vise à assurer une liaison multimodale en termes de transports (routes, piétons, cycles), à diminuer les risques d'engorgement au niveau du passage à niveau et à améliorer les conditions de déplacements et de sécurité des usagers ; il est donc compatible avec l'orientation 5 du PADD du PLUi de Rennes Métropole qui vise à développer une offre de mobilité variée et performante ;
- les réponses de la maîtrise d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale nationale (IGEDD) vont au-delà d'une approche et d'une réponse formelle. Les réponses témoignent de l'évolution de l'étude d'impact et de l'approfondissement de certains thèmes et analyses.

Concernant la mise en compatibilité du PLUi, il estime que :

- le projet de suppression du PN4 est manifestement d'intérêt général, son objectif étant d'améliorer la sécurité des déplacements tant routiers que ferroviaires, ainsi que ceux relevant des mobilités douces (vélos, piétons) ;
- les avis exprimés lors de l'examen conjoint du dossier se sont révélés favorables au projet ainsi qu'à la mise en compatibilité du PLUi ;
- une fois que les mesures d'accompagnement complémentaires seront décidées, des protections paysagères et/ou écologiques pourront être ajoutées au PLUi si besoin, lors d'une prochaine procédure d'adaptation du PLUi ;
- au regard du paysage et du patrimoine, les dispositions retenues associent le maintien des protections relatives à des éléments du paysage non impactés par le projet, l'évolution des protections d'éléments déjà protégés mais modifiés par le projet, ainsi que la mise en place de protection des mesures de compensation découlant de la réalisation du projet ;
- ce parti pris témoigne du souci de pérenniser les mesures de compensations du projet et de pérenniser l'environnement naturel et le cadre de vie des riverains de Maison Blanche ;
- l'intégration, au sein du zonage du PLUi, des mesures de compensation des zones humides retenues au projet sous forme d'une prescription graphique "Site naturel de compensation" constitue un gage de pérennité des zones humides ainsi restaurées et créées ;
- les dispositions retenues pour la mise en compatibilité du PLUi n'entraînent aucune incidence négative sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 "Complexe forestier Rennes-Liffré, étang et landes d'Ouée, forêt de Haute Sève" ;
- le PLUi ainsi modifié est compatible avec les autres documents d'urbanisme et plans de rang supérieur.

Concernant la suppression du passage à niveau, il pense que :

- aucune observation ne remet en cause l'opportunité de procéder à la suppression du PN4 et l'aménagement d'un itinéraire alternatif dénivelé ;
- la suppression du PN4 entraînera une amélioration de la sécurité des trafics routiers et ferroviaires, ainsi qu'une amélioration du cadre de vie des habitants de ce quartier ;

- il subsiste la possibilité d'étudier ultérieurement l'aménagement futur d'une halte à proximité des ouvrages ;
- pendant les travaux, le passage à niveau restera circulaire à l'exception d'une période de quelques jours, durant laquelle une déviation sera mise en place ;
- une attention particulière devra être apportée à la gestion et à l'organisation du chantier (approvisionnement, circulation et déplacements des engins) pour minimiser les perturbations de l'écoulement du trafic routier au niveau du passage à niveau.

Pour toutes ces raisons, le commissaire-enquêteur conclut son rapport en formulant un avis favorable sans réserve à la suppression du PN4 à Maison-Blanche, l'aménagement d'un itinéraire alternatif dénivelé pour franchir la voie ferrée et à la mise en compatibilité du PLUi.

Il recommande toutefois de porter une attention particulière aux conditions d'écoulement du trafic routier au niveau du passage à niveau pendant les travaux (gestion des files d'attente).

Par conséquent, le projet de demande d'autorisation environnementale et le dossier de mise en compatibilité du PLUi soumis à enquête publique ne nécessitent pas d'être modifiés.

5. Motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général

Le projet de suppression du PN4 se justifie :

- d'une part, par son inscription sur la liste des passages à niveau relevant du programme de sécurisation national décidé par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, au regard des accidents intervenus sur les dix précédentes années ;
- et, d'autre part, par l'objectif d'assurer les continuités et dessertes par les différents modes de circulation.

Le scénario retenu suite à la phase de concertation est celui qui est le plus favorable à la prise en compte des différents enjeux environnementaux.

À l'issue de l'étude d'impact, le scénario alternatif n° 4 a été retenu malgré son coût plus important au vu de sa plus-value en matière environnementale (impact foncier sur les parcelles agricoles moindres, imperméabilisation moins conséquente, diminution des espaces naturels détruits, sécurisation des déplacements).

Les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre dans la conception du projet ont permis de limiter les impacts résiduels négatifs sur l'environnement de l'opération.

La mise en compatibilité du PLUi par déclaration de projet traduit les choix opérés dans le cadre de ce projet et intègre les mesures d'évitement, de réduction et de compensation en lien avec le scénario retenu.

Les modifications apportées au PLUi sont les suivantes :

- Réduction d'une partie de la trame Espace d'Intérêt Paysager et Écologique (EIPE) sur une haie pour la partie impactée par le projet et une partie de la trame protégeant la zone humide impactée par le projet ;
- Ajout de nouvelles dispositions graphiques au plan de zonage pour inscrire au PLUi les compensations envisagées sur le site du projet : une protection EIPE sur deux arbres existants, des périmètres de site naturel de compensation sur les périmètres des futures zones humides, des plantations à réaliser.

Cette procédure ne remet pas en cause les principes mis en place dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Les suppressions de protections (EIPE et zones humides) sont compensées par de nouvelles protections (création de haies, boisements humides dans le cadre de projet) mais aussi par la mise en place de sites naturels de compensation.

Malgré les atteintes à certaines protections environnementales, la mise en compatibilité du PLUi visant la réalisation du projet demeure d'intérêt général.

Par délibération de son Conseil municipal du 23 janvier 2025, la commune de Saint-Grégoire a émis, en vertu de l'article L. 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales, un avis favorable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité n° 1 du PLUi.

Le dossier d'approbation de la mise en compatibilité du PLUi se compose des pièces modifiées suivantes :

- Le rapport de présentation complété (Tomes 1, 5 et 8)
- Le plan des orientations d'aménagement et de programmation métropolitaine relatif au projet patrimonial paysager et trame verte et bleue n° C-1-1
- Le plan de zonage du règlement graphique n° D-2-1-1-072
- Le tableau de synthèse et les plans n° E-8-08 et E-8-11 de l'annexe inventaire des zones humides et des cours d'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil décide :

A l'unanimité,

- de déclarer le projet de suppression du passage à niveau n° 4 et de nouvelle desserte situé sur la commune de Saint-Grégoire d'intérêt général et mettre en œuvre les prescriptions, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Ces mesures sont présentées [en partie 6 de l'étude d'impact annexée à la présente délibération]. Les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine sont présentées [en partie 7 de l'étude d'impact annexée à la présente délibération] ;
- d'approuver le dossier de mise en compatibilité n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal annexé à la présente délibération (annexe 3).

Publiée conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-25, et L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales sur le site metropole.rennes.fr.

Le Secrétaire de séance,

Pour La Présidente et par délégation,
La Directrice Générale des Services

Olivier Dehaese

Laurence QUINAUT